

NICOLAS FRAMONT

SAINT LUCI

**Chapitre inédit :
Que faire ?**



Creative Commons Attribution-partage dans les mêmes conditions 4.0 international.



Pendant un an, Saint Luigi : comment répondre à la violence du capitalisme a suscité des discussions et des questionnements, notamment au cours des nombreux événements publics organisés pour sa promotion. 30 000 exemplaires ont été vendus, ce qui témoigne d'un appétit renouvelé pour la question historique du rapport de force au sein d'une lutte des classes. Mais concrètement, comment faire ?

Cette question est revenue régulièrement dans les échanges avec les lectrices de Saint Luigi. C'est pourquoi une version augmentée a été publiée le 9 septembre 2026. Elle contient une préface, une mise à jour de l'ensemble du livre ainsi qu'un quatrième chapitre intitulé Que faire ? C'est ce chapitre que l'auteur, les éditions Les Liens qui Libèrent et Frustration magazine mettent à disposition gratuitement dans ce PDF, diffusé en licence libre *Creative Commons Attribution* - partage dans les mêmes conditions 4.0 international. Ce que contient ce chapitre est une proposition, soumise à la discussion du plus grand nombre, de mise en place d'une organisation collective puissante, susceptible de réinstaurer durablement un rapport de force victorieux avec la classe possédante.

Chapitre 4

Que faire ?

Quelques mois après la sortie de la première version de ce livre¹, j'ai participé à une table ronde sur la question climatique. Jusqu'alors, parler de l'affaire Luigi Mangione et de la question du rapport de force au sein de la lutte des classes ne m'avait pas valu ce genre d'invitation. La discussion à laquelle je participais posait une bonne question : après plusieurs décennies de lutte contre le capitalisme fossile et le lot de destruction qu'il engendre, n'est-il pas temps de faire le bilan ? Cet échange entre plusieurs personnalités de la société civile française abordait à grande distance la question de la violence. Faut-il y recourir pour faire entendre raison à des entreprises et des gouvernements qui ne remettent

1. Ce chapitre a été ajouté pour cette version augmentée du texte initial, qui sort un an après la première parution.

saint luigi

aucunement en cause un capitalisme qui nous mène à la catastrophe ? Sous les mines soucieuses d'un public cultivé, les invités ont globalement battu en brèche cette option. Mes appels à s'en prendre directement aux lieux de pouvoir et à viser les personnes qui l'incarnent, comme ont pu le faire les Gilets jaunes en 2018 et, en septembre 2025, les centaines de milliers de personnes qui ont tenté de sortir des voies tracées par l'action revendicative traditionnelle ¹, ont eu l'air en décalage avec le relatif consensus qui régnait sur scène. Cultivons plutôt nos liens interpersonnels, soyons dans le soin, le community organizing ², l'échange sincère...

À la fin de la discussion, j'ai senti une partie du public apaisée (tandis que l'autre ne masquait pas sa déception). Car à la question du « que faire ? » face au bulldozer de la destruction capitaliste, les grandes actions radicales avaient été globalement balayées. Ainsi, nous avons pu offrir le spectacle d'une indignation contenue, abordable quelle que soit le niveau de remplissage de son portefeuille et qui ne pouvait mener qu'à des

1. Répondant à un appel à « tout bloquer » le 10 septembre

2025 lancé au cours de l'été qui a précédé.

2. Le community organizing est une stratégie d'action théorisée par Saul Alinsky et qui consiste à adresser les problèmes quotidiens des gens, dans un périmètre donné, pour créer de l'action et de la solidarité.

que faire ?

solutions circonscrites, localisées et résolument pacifiques. De quoi dormir tranquille quand on est indigné mais multipropriétaire. Quelques semaines plus tard, l'arrivée d'une canicule extrêmement précoce en France (mais sans commune mesure avec celle qui paralysait dans le même temps l'Inde), m'a tristement rappelé cette séquence rassurante qui, avec le recul, me terrifie : non, nous n'avons pas le temps d'appliquer la méthode douce, celle de la conscientisation lente d'une population qui, quand bien même elle aurait reçu au cours de sa vie la formation d'un climatologue du GIEC, ne dispose de toute façon pas de leviers politiques suffisants pour changer les choses. Prendre soin les uns des autres ne suffira pas pour inverser la tendance. Interpeller les puissants, qui savent très bien ce qu'ils font, non plus.

J'ai en fait participé à une séance classique de « l'écologie du spectacle¹ » où le recours à la violence est systématiquement écarté au profit de solutions qui, sous couvert de favoriser l'inclusivité, la prise de conscience de masse et l'indispensable sensibilisation qu'elle implique, donne le beau rôle à une panoplie d'experts, journalistes, scientifiques et intellectuels qui composent

1. Théorisée par Clément Sénéchal, ex-porte-parole de Greenpeace France, dans son livre *Pourquoi l'écologie perd toujours*, Seuil, 2024.

saint luigi

la « société civile » et qui touchent des revenus provenant des gouvernements, des collectivités et des groupes capitalistes pour prôner cette indignation contenue. La société civile progressiste joue le même rôle que la soupape d'une cocotte-minute : libérer une partie de la pression politique pour éviter l'explosion sociale. À la question « faut-il hausser le ton ? », elle répond le plus souvent non. Et ses raisons varient au fil du temps et au gré des théories qu'égrenent ses médias, ses festivals et ses livres.

Cette soupape est rudement affectée par l'apparition d'un personnage comme Luigi Mangione, qui incarne une remise en cause radicale de tout ce qu'elle représente. Sa popularité est un véritable camouflet à la stratégie de domestication des rapports sociaux à l'œuvre dans les sociétés capitalistes contemporaines. À droite, cette stratégie tient dans la démonstration d'un arsenal répressif de plus en plus conséquent, qui passe autant par les armes létales de la police que par des procédures de contrôle administratif de plus en plus lourdes et intrusives exigées par les institutions de ce qui fut l'État social. Il s'agit d'engendrer la peur, la tétanie, un sentiment d'impuissance et d'infériorité. À gauche, la domestication est une pacification qui passe par une stricte sélection des moyens légitimes d'exprimer sa colère, sa rage ou sa frustration : aux États-Unis, le maintien

que faire ?

d'un syndicalisme corporatiste et celui du monopole du Parti démocrate et de ses candidats sur le camp progressiste ; en France, la tentative (de plus en plus mise à mal) de donner ce même monopole à la gauche sociale- démocrate et d'imposer un syndicalisme de « dialogue social », qui évite tout rapport de force. Il s'agit d'orienter la colère vers des actions inconséquentes, indolores mais potentiellement satisfaisantes à court terme : signer une pétition, interpellier un ministre sur Instagram, pratiquer une consommation éthique et fréquenter des forums engagés et des tiers-lieux (où « la fête est politique »).

Après la sortie de la première version de ce livre, le journal de centre-gauche *Libération*, véritable QG de la société civile progressiste française, s'énervait contre mon traitement de l'affaire, estimant que je « poussais un peu loin la lutte des classes ». Point trop n'en faut, la lutte des classes c'est sympa quand cela reste en cou- leur sépia et dans les livres d'histoire, ou bien dans le pré carré des syndicats officiels et des partis politiques. L'affaire Luigi Mangione est un caillou dans le doux engrenage du parcours officiel de la colère sociale. Car elle vient proposer une réponse perturbante à la sempiternelle question « que faire ? »

Comme beaucoup de gens qui veulent changer la société – que ce soit en raison de sa violence climatique,

saint luigi

sociale ou politique, ou bien les trois à la fois –, je me pose cette question depuis longtemps. À 17 ans, je participai à mon premier mouvement social : il s'agissait de s'opposer à un projet de loi visant à réduire le droit du travail pour la jeunesse, le contrat première embauche. Dès ce moment-là, mes camarades et moi-même avons été confrontés à l'absurdité de la grande manifestation pacifique à la française, qui rassemble tant de monde pour faire si peu de choses. Ces grands défilés se déroulaient dans la petite ville où j'habite désormais. Mon premier acte de révolte contre ce train-train routinier de la contestation sage a consisté à participer à un mouvement de détournement du parcours vers la sous-préfecture, seul véritable bâtiment de pouvoir dont notre ville est dotée, et d'appeler à la prendre d'assaut. Les témoins de l'époque se souviennent peut-être de moi, efflanqué, nerveux et exalté... appuyant sur l'interphone de l'immense porte cochère du bâtiment ceint de hauts murs. Le retentissement de la sonnerie d'attente a eu raison – ce jour-là – de mes ambitions insurrectionnelles.

Depuis, chaque mouvement social envoie dans les rues de France mais aussi d'Italie, du Népal, de Tunisie ou des États-Unis, toujours plus de personnes. Depuis l'assassinat de Brian Thompson, les États-Uniens ont mené plusieurs grandes manifestations sous le slogan « *No Kings* » (pas de roi), sans toutefois parvenir à

que faire ?

infléchir la tendance à la fascisation du trumpisme. En France, le mouvement du 10 septembre a été une éphémère entorse aux modes d'action syndicaux traditionnels. Au mois d'octobre qui a suivi c'est Lima, Rabat, ou Katmandou qui s'embrasaient lors de mobilisations portées par une partie de la jeunesse qui se battait pour des causes aussi variées que nombreuses. Des gouvernements sont tombés, à Madagascar comme au Népal. Nous vivons dans une époque où la pression monte, faisant parfois exploser la cocotte mais sans que le règne sans partage de la bourgeoisie sur nos vies ne soit fondamentalement contesté.

Alors, que faire ?

C'est finalement la question qui m'a le plus souvent été posée lors de la promotion de la première version de ce livre. Plus que de savoir si Luigi Mangione avait eu tort ou raison d'avoir commis le crime dont il est accusé. Plus que de douter de la sincérité politique de ses admiratrices et admirateurs. « Que faire ? » apparaît comme une question d'autant plus urgente que la classe dominante franchit, en France comme aux États-Unis et ailleurs dans le monde, une série de caps qui semblent tendre vers le fascisme, c'est-à-dire une société dont les dirigeants sont parvenus à éliminer toute opposition et mènent une politique de discrimination agressive

saint luigi

envers une ou plusieurs minorités. Savoir que faire pour les arrêter s'impose comme la question principale, même si je suis convaincu qu'elle n'obtiendra aucune réponse convaincante si elle n'est pas plus ambitieuse : que faire pour en finir avec le règne de la classe dominante sur nos vies ?

C'est une vieille question, qui est même le titre d'un livre entier, écrit par Lénine en 1902. Relativement aride quand on ne connaît pas les débats internes au camp révolutionnaire russe au tout début du XX^e siècle, ce texte règle notamment son compte à une stratégie politique alors dominante dans le mouvement ouvrier russe : l'agitation économique, qui consiste, par la grève localisée ou nationale, à arracher des concessions à la classe capitaliste et, ce faisant, à augmenter la conscience politique des ouvrières et ouvriers. Il s'agit d'une stratégie progressive, qui refuse des actions individuelles spectaculaires (tout comme Lénine, nous l'avons vu précédemment) mais aussi l'action politique centralisée : il s'agit plutôt de gagner « par petits pas ». Cela n'est pas sans rappeler la conclusion de la conférence mentionnée en introduction de ce chapitre : obtenir des victoires de-ci de-là pour augmenter le niveau de conscience de la population, mais surtout ne pas se mêler frontalement de politique. Ce n'est pas l'avis de Lénine qui, dans son *Que faire ?*, défend une intervention tous azimuts

que faire ?

des militants de son camp, car la conscience sociale de la classe ouvrière va en fait provenir « de l'extérieur », par des tribuns, membres d'une organisation de révolutionnaires professionnels. C'est ce que l'on a appelé par la suite le « parti d'avant-garde¹ ».

Les problèmes posés par cette stratégie sont désormais connus. En sous-traitant, de gré ou de force, à une minorité agissante le soin d'engendrer sa conscience révolutionnaire et en lui donnant la direction des opérations, la population n'a jamais vu le pouvoir lui être rendu une fois la victoire sur la bourgeoisie obtenue. Si la conscience est extérieure à celles et ceux qui vivent les injustices, alors à quel moment les membres du parti révolutionnaire pourront-ils dire : « C'est bon, ils sont conscients, rendons-leur le pouvoir, notre mission s'achève ici » ? Aucun exemple historique n'est venu franchement illustrer cet heureux dénouement.

À la question « que faire ? », les révoltés de l'année 2025-2026 n'ont d'ailleurs pas apporté de réponse allant dans le sens des propositions de Lénine. L'action rebelle qui a marqué ces années est fondamentalement décentralisée, spontanée en apparence et à distance de la politique traditionnelle et de ses relais.

1. Marina Garrisi, *Découvrir Lénine*, Éditions sociales, 2024.

saint luigi

En France, le mouvement du 10 septembre s'est déroulé sans coordination partisane ou syndicale. Face à l'incapacité des confédérations à transformer l'immense mobilisation contre la réforme des retraites, en 2023, en autre chose qu'une série de défilés inoffensifs, une mobilisation en ligne a appelé à bloquer les axes de circulation, les zones logistiques et les hypermarchés. Face à la perspective de la reprise d'un mouvement de type Gilets jaunes, sans cadre institutionnel, volonté de négocier et déclaration en préfecture des manifestations, un vent de panique s'est emparé de la classe dirigeante. Le gouvernement de François Bayrou est tombé quelques jours avant le 10 septembre, tétanisé par une mobilisation que les renseignements territoriaux avaient annoncée massive et répartie sur l'ensemble du territoire¹. Fort de ce potentiel et malgré un déploiement policier massif, ce qui a été pressenti a réellement eu lieu. Mais l'essai n'a pas été transformé : les participants du mouvement, majoritairement proches de la militance de gauche traditionnelle, se sont rapidement mis dans les rails d'un mouvement syndical concurrent qui s'est

1. « J'ai fait ça parce qu'il était en train de se passer dans le

pays quelque chose dont j'ai conclu que ce mouvement m'empêcherait à coup sûr de conduire la politique nécessaire pour le pays » a annoncé le Premier ministre démissionnaire sur l'émission *C à vous* le 6 septembre 2025.

que faire ?

contenté d'amener en deux semaines le mouvement dans son ornière habituelle : les journées de manifestation espacées d'une semaine. Pire : l'intersyndicale, qui regroupe les directions des principales confédérations (y compris les plus « radicales » comme la CGT ou Solidaires), ont mis en scène un « ultimatum » que le gouvernement démissionnaire n'avait absolument aucune raison d'accepter. Il lui a juste offert du temps pour se reformer, ce que les partis de la gauche bourgeoise (Les Écologistes et le Parti socialiste) se sont empressés de faciliter, permettant au macronisme et son lot d'horreurs de perdurer une année de plus. Pour autant, le mouvement du 10 septembre a continué d'exister sous forme de collectifs militants (le plus souvent nommés Bloquons tout) qui, localement, maintiennent la cohésion parmi les membres de cet éphémère mais radical mouvement social.

Au mois d'octobre, différents mouvements sociaux portés par la jeunesse, et par conséquent qualifiés de « mobilisations de la Gen Z » par la presse, ont émergé de façon inattendue au Maroc, au Népal, à Madagascar et au Pérou. Dans ces pays, des scènes d'émeutes urbaines, fortement réprimées, ont pris le pouvoir de cours¹. On

1. Guillaume Etiévant, « Du Maroc au Népal, la Gen Z combat le capitalisme », *Frustration Magazine*, 10 octobre 2025.

saint luigi

peut ajouter à cette liste l'impressionnante mobilisation de la jeunesse turque en réaction à l'arrestation du maire d'Istanbul, principal opposant au président Recep Tayyip Erdoğan, et contre un horizon de plus en plus bouché dans un pays laminé par l'inflation. Au Pérou, c'est une réforme des retraites – pour instaurer de la capitalisation – qui a mis le feu aux poudres. Au Maroc, c'est l'état du système hospitalier. À Madagascar, ce sont les coupures d'eau et d'électricité, mises en regard avec de grands chantiers coûteux lancés par un gouvernement corrompu, qui ont provoqué la colère. Au Népal, le déclencheur a été la volonté du gouvernement d'interdire les réseaux sociaux – idée qui fait son chemin un peu partout dans le monde, y compris en France, sous couvert de protection de la jeunesse. Il faut dire que la jeunesse népalaise consacre une partie de son temps d'écran à se moquer de la classe dominante et en particulier de sa jeunesse dorée, les « nepo babies », et à appeler au boycott des marques liées à la classe corrompue au pouvoir. Comme aux États-Unis lors de la multiplication des mêmes inspirés par Luigi Mangione, l'humour contre les nepo babies est une façon d'exprimer sa colère tout en la masquant derrière l'ironie. Mais le pouvoir ne s'y trompe pas. Au Népal, les manifestations émeutières ont conduit à l'incendie du Parlement et la démission du Premier ministre, au prix de plusieurs dizaines de morts. Le Président malgache a dû fuir le pays. Au Pérou,

que faire ?

le mouvement social a cédé la place à une élection présidentielle qui se joue entre deux candidats peu populaires... Partout, la police a tué des manifestants. Les appareils politiques ont été déstabilisés mais le système de classes et d'exploitation qui structure ces pays n'a guère évolué. Il faut dire que la jeunesse révoltée de ce qu'il est convenu d'appeler pudiquement le « Sud global » doit affronter les conséquences d'une division du travail mondial : un Sud devenu industriel au cours de quarante dernières années et des pays choisis par les multinationales pour leur permettre d'exploiter à bas coût une main d'œuvre faiblement organisée, avec le soutien de systèmes néocoloniaux. Comment briser un rapport de production économique mondial qui engendre des systèmes de classes locaux ? La jeunesse révoltée possède déjà une partie de la réponse : par une internationalisation des luttes. Si ces révoltes n'ont pas été matériellement structurées à un niveau transnational, ses symboles l'étaient : le drapeau pirate et le chapeau de paille issus du manga *One Piece*¹ ont été brandis dans chacun des pays concernés par les révoltes de 2025-2026, y compris en France lors du mouvement de septembre.

1. C'est le manga le plus vendu au monde, avec 500 millions d'exemplaires écoulés. Créé par Eiichirō Oda en 1997, il met en scène un équipage pirate en prise avec un gouvernement mondial manipulateur, très puissant et organisé.

saint luigi

Aux États-Unis, la présidence autoritaire de Trump a engendré un mouvement de résistance de fond contre la politique de déportation violente et massive d'une partie de la population immigrée. Mise en œuvre par l'United States Immigration and Customs Enforcement (ICE), l'agence fédérale la mieux dotée en budget et aux pouvoirs considérablement renforcés par Trump, elle a conduit à des détentions arbitraires, elle a brisé des familles entières et son action brutale a entraîné une série de meurtres commis par ses agents lors de leurs opérations. À l'été 2025, ce sont des quartiers entiers de Los Angeles qui entraînent en résistance contre les autorités fédérales : veille des interventions de l'ICE, blocage physique de leurs véhicules, diffusion de vidéos de leurs actions sur les réseaux sociaux, mécanismes d'alerte collectifs pour permettre la fuite des personnes poursuivies... La ville de Minneapolis a été en janvier 2026 le théâtre d'un important mouvement de résistance qui a fait suite aux meurtres particulièrement choquants de Renée Good et Alex Pretti, deux citoyens tués en pleine intervention de l'ICE alors qu'ils tentaient de s'y opposer. Face à des déplacements massifs d'agents, des comités d'autodéfense se sont formés pour protéger les immigrants et revendiquer, nous dit le sociologue états-unien Walter Nicholls, « la présence légitime des immigrants sans papiers non pas sur la base du statut juridique ou de

que faire ?

l'assimilation culturelle, mais en affirmant un cadre alter- natif de droits fondé sur la résidence de longue durée, la contribution économique et les liens sociaux¹ ». Cette autodéfense communautaire et territoriale (un quartier ou une ville contre un État fédéral) annonce pour Nichols la crise de l'État central et la possibilité d'une souverai- neté populaire alternative. Loin d'être un mouvement seulement défensif contre un gouvernement trumpiste en cours de fascisation, le mouvement social états-unien contre l'ICE porterait en lui quelque chose de plus révo- lutionnaire qu'il n'y paraît, surtout dans un contexte économique morose, où la population d'origine étran- gère est durement exploitée en plus d'être pourchassée par les autorités. À Los Angeles comme à Minneapolis, la stratégie fédérale a été contrée. Début février 2026, dans l'État du Minnesota, l'émissaire de Trump a annoncé la fin de la campagne menée par l'ICE².

En une seule année, nous avons donc connu à tra- vers le monde, et sur plusieurs continents à la fois, des mouvements sociaux qui ont émis une critique glo- bale de l'ordre politique et économique et qui ont eu

1. Walter J. Nicholls, « Los Angeles contre l'ICE. La bataille pour la souveraineté urbaine à Los Angeles », *La Vie des idées*, 27 janvier 2026.

2. « Minneapolis : les opérations de la police de l'immigra- tion vont prendre fin », *Le Monde*, 12 février 2026.

saint luigi

des répercussions politiques internes fortes. Mais ils ne sont pas pour autant parvenus à renverser durablement le rapport de force entre classes sociales et ainsi mettre un terme à la violence du capitalisme. En positif, ces mouvements viennent nous rappeler plusieurs réalités essentielles : d'abord, la classe dominante, même bardée de technologie de surveillance, n'est pas sans faille. Ses dispositifs comportent toujours des failles. Impressionnante physiquement, la police est régulièrement surprise par l'ingéniosité d'opposants qui, chaque année, renouvellent leurs tactiques assez spontanément. L'élément de surprise joue un rôle clef dans le succès des mouvements sociaux précédemment mentionnés : les barrages imprévisibles du 10 septembre français, les groupes de citoyens très mobiles du mouvement anti-ICE ou encore la radicalité spontanée et immédiate des mobilisations de la Gen Z ont entraîné un dépassement rapide des forces de l'ordre et une panique des gouvernements en place. « Il ne faut pas sous-estimer nos adversaires, mais il ne faut pas les surestimer non plus », m'avait dit la militante décoloniale Françoise Vergès lors d'un entretien pour notre magazine¹. Je trouve ce conseil très juste, et j'y repense régulièrement quand, en

1. « Capitalisme et souffrances psychologiques : Françoise Vergès et Nicolas Framont », *Frustration Magazine*, 29 juillet 2024.

que faire ?

conférence ou dans des discussions quotidiennes, des gens me disent qu'on ne peut de toute façon rien faire car nos États seraient devenus trop puissants.

Le 10 septembre, dans la petite ville où je travaille et milite, un drone de surveillance policière avait été déployé pour surveiller les deux petites centaines de personnes qui avaient pris part à une tentative de blocage du périphérique et d'un péage autoroutier. Les effectifs policiers conséquents, des tentatives d'intimidation permanente donnaient une impression de préparation et de rigueur de la part des forces de l'ordre, mandatées par le préfet pour empêcher la mobilisation de parvenir à ses fins et de s'installer dans la durée. Pour autant, aucun de ces agents n'a eu la curiosité de jeter un œil dans les épais fourrés qui bordaient le rond-point que les manifestants avaient prévu d'envahir et ont été incapables de stopper le petit groupe qui est allé y chercher des dizaines de palettes cachées par des agriculteurs la nuit précédente... La classe dominante contemporaine ne parvient plus guère à se bâtir une légitimité, mais elle sait activer la peur et impressionner. Ne pas être dupe de ce qu'est une démonstration de force de sa part, différer de sa force réelle, est, je pense, essentiel. À l'heure de l'IA et de la surveillance algorithmique, les années 2025-2026 sont marquées par des mouvements émeutiers et inattendus. Ne surestimons pas l'adversaire.

saint luigi

Il y a une autre caractéristique de ces mouvements, que je classerais comme une force mais qui est considérée comme une faiblesse par beaucoup de militants plus traditionnels : leur caractère spontané et faiblement hiérarchisé. J'emploie à dessein « hiérarchisé » quand d'autres diraient « organisé », car ces mouvements sont bel et bien organisés. Il faut beaucoup de coordination pour parvenir à envahir un parlement, bloquer des convois de l'ICE ou paralyser le trafic d'une zone logistique. Mais ces mobilisations n'ont pas constitué de cadre disciplinaire et hiérarchique, avec des porte-parole, des dirigeants, des instances intermédiaires entre « la base » et « les directions ». J'ai déjà dit pourquoi cette logique me semblait parfaitement respectable. Je rajouterais qu'elle est une caractéristique forte de l'époque et que tout révolutionnaire devrait la prendre en compte : le temps de la verticalité est révolu. L'organisation de militants professionnels promus par Lénine, entre autres dans son *Que faire ?*, ne convient plus aux peuples de 2026. C'est ainsi, et il va falloir faire avec.

Alors, que manque-t-il aux mouvements sociaux de la décennie pour passer de la déstabilisation politique à des grands renversements socio-économiques ? Car la déstabilisation politique ne conduit qu'à des remplacements de personnels, au mieux à des alternances : une

que faire ?

gauche pleine d'espoir qui succède aux conservateurs ou aux fascistes et qui promet de traduire en lois les désirs des mobilisations populaires mais qui se heurte, une fois installée dans les palais présidentiels et les parlements, à des institutions faites pour la survie de la bourgeoisie, du capitalisme et du colonialisme. Et, souvent, déçoit. Les dernières décennies sont celles des mouvements sociaux mais aussi de la déception politique de leurs traductions gouvernementales. La gauche unie sous la bannière de Syriza, en Grèce, parvient au pouvoir en 2015 après plusieurs années de conflictualité sociale, avant de se coucher devant les pressions des institutions internationales et malgré un référendum victorieux en 2015. Au Chili, l'ancien syndicaliste étudiant Gabriel Boric est élu président de la République en 2022 après un mouvement social massif. Stoppé par les institutions, les médias et le patronat, il quitte le pouvoir sans avoir réussi à réduire les inégalités sociales et à appliquer son programme. Un président d'extrême droite, nostalgique de l'extradictateur Pinochet, lui a succédé. En France, le souhait de justice sociale des mouvements sociaux qui se sont succédé depuis dix ans est largement incarné par la candidature de Jean-Luc Mélenchon et son mouvement la France insoumise. Mais de quelle ressource disposons-nous, autre que leur force de caractère, pour éviter, en cas de victoire électorale, le même genre de déconvenue ?

saint luigi

Nous avons d'abord un problème géographique à régler : ce qui fait la force de nos adversaires – les classes bourgeoises des différents pays –, c'est son internationalisme. C'est aussi vrai de ses franges les plus radicalisées, prêtes au fascisme pour conserver et entériner leur règne sur nos vies : on parle désormais d'une internationale fasciste¹, qui permet à leurs forces nationales de se soutenir au-delà des frontières. Mais même dans leur fonctionnement ordinaire, les classes bourgeoises fonctionnent ensemble, verrouillant les gouvernements nationaux par des instances transnationales comme l'Union européenne ou le Fonds monétaire international (FMI). Elles peuvent organiser la guerre de plusieurs États contre un autre qui sortirait du droit chemin, comme les aristocraties européennes l'ont fait avec la France révolutionnaire dans les années 1790. Elles peuvent faire du chantage à la délocalisation et à l'exil fiscal pour s'opposer à des législations redistributives ou des modifications du droit du travail. De notre côté, les peuples sont divisés entre les nations. Nos mouvements sociaux ne communiquent pas ou peu entre eux et même l'information sur ce qui se passe hors de nos frontières est très parcellaire : notre système

1. Selon le sociologue Ugo Palheta, dans *La Nouvelle Internationale fasciste*, Textuel, 2022.

que faire ?

médiatique filtre. Nous ne pouvons pas menacer nos dirigeants de nous exiler, et nous ne disposons plus d'outils de coordination comme les internationales communistes qui organisaient des formes de solidarité entre les peuples. Si les ONG ou les syndicats disposent parfois d'instances internationales, très institutionnalisées et chargées de lobbying et de plaidoyer, on est très loin de l'internationalisme ouvrier. Des symboles internationaux (comme le drapeau de l'univers *One Piece*) se créent régulièrement, mais la coordination est inexistante.

Ensuite, nous nous heurtons à sa cohésion en tant que classe, à laquelle répond mal notre relative dispersion. La classe bourgeoise est, en France comme ailleurs, une classe « en soi » et « pour soi », c'est-à-dire qu'elle existe objectivement et subjectivement : ses membres savent se reconnaître, s'entraider, défendre mutuellement leurs intérêts. Les sociologues de la grande bourgeoisie Monique et Michel Pinçon-Charlot parlent d'un véritable collectivisme mené par la classe dominante. Quand bien même des divisions peuvent parfois apparaître, notamment politiques, elles sont dues davantage à des aléas de carrière qu'à de réelles divergences. Emmanuel Macron, un temps proche du Parti socialiste, est devenu un président très conservateur, sans que cela ne paraisse incohérent aux yeux de ses proches et de ses

saint luigi

soutiens : la bourgeoisie mène une politique de classe dont seule la coloration change occasionnellement, mais en surface.

De notre côté, nous subissons des divisions sociales et catégorielles. Sociales, c'est-à-dire au sein de diverses fractions de la population, car nos mouvements sociaux sont désynchronisés : le mouvement des Gilets jaunes de 2018-2019 regroupait des indépendants, des salariés de petites entreprises et des travailleurs précaires de la France rurale et des petites villes. Le mouvement des banlieues de l'été 2023, qui débute en réaction au meurtre de Nahel Merzouk par un policier, regroupe la jeunesse des quartiers dits populaires autour d'actions émeutières, d'attaques de bâtiments publics et de pillage. L'intense répression qu'ils ont subie a fait des blessés graves et un mort, et une multiplicité de condamnations judiciaires prononcées sous une pression politique digne d'un régime autoritaire. Le mouvement social contre la réforme des retraites, qui avait rassemblé des millions de personnes quelques mois auparavant, agrégeait un public différent, notamment les salariés syndiqués de grandes entreprises et les fonctionnaires. En quelques années, une grande partie de la population française s'est retrouvée directement ou indirectement en confrontation avec la classe dominante, mais en ordre dispersé. Nous n'imitons pas, à ce

que faire ?

jour, la cohérence sociologique de la bourgeoisie qui n'a aucune difficulté à nous diviser et nous opposer les uns aux autres. Dans le monde du travail, nos divisions sont en outre catégorielles : le « dialogue social » a incité le syndicalisme à devenir corporatiste, c'est-à-dire à se contenter de combats sectoriels et locaux au détriment de luttes nationales ou internationales. Au sein d'une même entreprise ou administration, ces combats catégoriels ont facilement pu laisser au bord de la route les jeunes et les précaires, qui nourrissent en retour une certaine aversion à l'encontre du syndicalisme traditionnel.

La classe bourgeoise maîtrise enfin son temps. Elle est capable de mener une stratégie constante et durable, contrairement à nous, du moins à ce stade. La lutte des classes que la bourgeoisie mène est permanente, elle est inscrite dans son quotidien même : entretenir des liens avec la classe politique dont ses membres font largement partie, influencer les débats médiatiques pour écarter certains sujets et en privilégier d'autres, exclure les alternatives politiques, sociales ou intellectuelles qui remettent en cause ses intérêts... À l'inverse, les mouvements populaires sont intermittents : ils surgissent à des moments où personne ne s'y attend, en raison d'une conjonction de facteurs que les scientifiques ou les révolutionnaires les plus chevronnés ne parviennent guère

saint luigi

à identifier. Il suffit qu'une étincelle survienne, et tout explose. Mais parfois l'étincelle n'arrive pas alors que le contexte semble inflammable. C'est un discours que l'on entend souvent dans les périodes de difficultés économiques : « Pourquoi ça ne pète pas ? » Et chacun semble alors attendre que l'autre fasse le premier pas. Lorsque les mouvements sociaux surviennent, leur force leur permet d'atteindre souvent des points critiques où la classe dominante perd momentanément le contrôle, mais si ce point n'aboutit pas à un véritable renversement du rapport de force, alors le mouvement social finit par s'épuiser. Une ou deux années plus tard, celui qui prend le relais doit réinventer la roue pour espérer atteindre le même succès et le dépasser, et ainsi de suite. Bien sûr, nombreux sont celles et ceux qui passent le relais d'un mouvement à l'autre, mais ce temps perdu coûte cher : il nous empêche de construire une stratégie de long terme pour changer la société. L'objectif du parti d'avant-garde léniniste est de raccrocher les wagons, de créer une unité de classe, de lieu et de temps entre mouvements de révolte. Mais qui veut encore recevoir des leçons de professionnels de la lutte sociale ? Et surtout, veut-on prendre le risque de voir une nouvelle classe dirigeante succéder à la précédente, en cas de prise de pouvoir ?

« L'aventurisme révolutionnaire » de l'assassin de Brian Thompson ne me semble pas être, je l'ai dit

que faire ?

précédemment, la solution ultime à nos problèmes. C'est un symptôme, c'est le signe que notre rapport à la violence des dominants est en train de changer, mais je ne vois pas comment cela peut devenir notre solution. Je crois toujours dans l'action collective, je pense que c'est la seule qui, dans l'Histoire, a fait ses preuves pour venir à bout d'ordres injustes, mais je sais aussi que nos défaites pèsent dans la balance. La résignation est notre plus grand ennemi, bien plus que le consentement actif au capitalisme. Le sociologue états-unien Vivek Chibber donne la clef suivante, dans un livre lumineux ¹ qui porte sur les causes de la présence ou de l'absence de révolte à un moment donné : « D'une manière générale, l'action collective a plus de chances de se produire quand les risques et coûts afférents sont réduits, que les travailleurs ont confiance en leur pouvoir et qu'ils développent un sens de l'objectif commun et de l'engagement réciproque assez profond pour consentir les sacrifices inévitables dans toute lutte syndicale. » Le problème, c'est que cette confiance s'éprouve, s'expérimente. Et dans une société capitaliste qui nous met en concurrence, nous divise et nous hiérarchise, difficile de se sentir en confiance vis-à-vis de ses semblables. Est-ce que l'idée d'agir collectivement a traversé l'esprit de Luigi Mangione durant sa crise existentielle ? Il

1. Vivek Chibber, *La Matrice des classes sociales*, Agone, 2025.

saint luigi

semble plutôt que non : le jeune homme s'est coupé de ses proches plutôt que de se tourner vers eux. Et si c'était ça, le paradigme dominant d'une partie de la jeunesse, la solitude choisie ? Les mouvements sociaux de la Gen Z montrent plutôt que non, mais l'évolution des pratiques culturelles tendent à montrer que la quête d'autonomie individuelle est une tendance lourde de notre époque : on remet en question les dépendances vis-à-vis de la famille, vis-à-vis du couple... Sur TikTok, de jeunes salariés racontent leur aversion pour les pauses-déjeuner entre collègues et les moments de sociabilité imposés. Comment espérer le retour de formes d'engagement étroites et sacrificielles dans ces conditions ?

On est face à un apparent paradoxe : l'engagement collectif passe aujourd'hui par le rejet de la hiérarchie et des cadres politiques contraignants. C'est une tendance lourde de notre époque, partout dans le monde, et pourtant nous aurions besoin d'une meilleure coordination géographique et sociale, susceptible de nous rendre plus forts face à des adversaires qui la pratiquent depuis longtemps. Et il nous faudrait plus de permanence dans nos actions collectives. Autrement dit, il nous faudrait une organisation susceptible d'exercer une pression permanente sur la bourgeoisie, partout dans le monde, et qui parviendrait à représenter les classes laborieuses dans leur diversité sociale, ethnique et géographique.

que faire ?

Il me semble que le monde du travail est un terrain privilégié pour mener à bien un tel projet. D'abord parce que l'expérience de l'exploitation au travail, même si elle s'opère à des degrés divers selon la position sociale que l'on occupe et même si elle s'exerce avec une violence accrue dans les pays du Sud et produit des logiques d'opposition internes fortes (entre précaires et stables, immigrés sans papiers et locaux, etc.), elle est partagée par la majeure partie des habitants de cette planète. Les petits chefs, l'arbitraire, la qualité empêchée (le fait de se voir en permanence dépossédé de sa capacité à faire son travail comme on l'entend), le temps libre confisqué et les revenus compressés sont des expériences qui transcendent les frontières. Par ailleurs, le travail est un pilier du capitalisme et le lieu d'où la bourgeoisie tire son pouvoir. C'est en fonction du prix que l'on donne au travail que l'on peut financer ou non un système de protection sociale collective : les fameuses « charges » contre lesquelles le patronat français, petit et grand, peste, nous ont permis durant des décennies de ne pas vivre dans la même peur sanitaire que connaissent les États-Uniens, grâce à la Sécurité sociale qu'elles financent. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je pense que nous ne connaissons pas tout de suite de Luigi Mangione français (puisqu'on me pose régulièrement la question).

saint luigi

« Parfois, c'est le capitalisme lui-même qui crée les conditions favorables à la constitution en classe », ajoute Vivek Chibber. Un contexte économique particulièrement difficile, un niveau d'inégalités particulièrement fort et scandaleux (comme avec les nepo babies au Népal, le système de santé aux États-Unis, la corruption à Madagascar, les violences policières en France, etc.) peuvent favoriser une conscience collective. « Mais il ne faut pas trop compter dessus, poursuit Chibber, le plus souvent, pour créer ces conditions, il faut une agentivité consciente. » Après quinze ans de syndicalisme et de travail au service de ces mêmes organisations, après vingt ans de mouvements sociaux chapotés par des confédérations syndicales routinières, je crois pouvoir émettre un constat que la plupart des gens partagent en France : nos syndicats actuels ne sont pas l'organisation collective dont nous avons besoin. Catégoriels, timorés et bureaucratiques, ils sont même en partie responsables de l'état de division de la classe travailleuse française. Ayant renoncé à toute ambition politique et internationale, ils se sont consacrés à des guerres défensives qu'ils perdent régulièrement. Il demeure évident qu'il vaut mieux avoir un syndicat dans son entreprise ou son administration que pas du tout. Mais, à ce stade, ils ne nous aideront pas à changer la société.

que faire ?

Cependant, il se pourrait bien que le capitalisme nous offre des conditions favorables, au niveau mondial, à notre reconstitution en classe au vu des dégâts terribles que produit déjà le déploiement de l'intelligence artificielle au travail, que cela soit en termes de nombre de postes supprimés¹ que de dégradation rapide de l'autonomie du travail². On peut s'attendre à une reconfiguration assez dramatique, qui va toucher jusqu'aux professions les plus qualifiées, entraînant tout le monde dans une galère collective. Alex Karp, PDG de l'entreprise Palantir, ne s'y trompe pas : « Si on leur dit que leurs emplois vont disparaître et qu'ils ne seront qu'un rouage, les gens finiront par sortir les fourches », déclarait-il en mai dernier³. La question du malheur au travail, bientôt augmentée par l'IA, est mesurée en France par des études successives qui vont

1. Guillaume Étiévant, « IA : une nouvelle étape de la lutte des classes ? », *Frustration Magazine*, 15 avril 2026.

2. Le sociologue Juan Sebastià Carbonell parle d'un « taylorisme augmenté » avec l'arrivée de l'IA dans le travail, c'est-à-dire une nouvelle phase d'augmentation du contrôle qui pèse sur les travailleurs, et une réduction drastique de leurs libertés. Juan Sebastià Carbonell, *Un taylorisme augmenté. Critique de l'intelligence artificielle*, Amsterdam, 2025.

3. Arnaud Leparmentier, « Les gourous de la tech multiplient les propositions de "New Deal" pour affronter les conséquences sociales destructrices de l'IA », *Le Monde*, 20 mai 2026.

saint luigi

jusqu'à dire que la moitié des gens seraient en détresse psychique sur leur lieu de travail ¹, tandis que le pays est champion d'Europe des accidents du travail mortels. Or, cette question n'est au cœur du discours d'aucune organisation existante, parti comme syndicat.

Le développement de l'IA contribue par ailleurs à un mouvement d'accaparement des ressources (notamment l'eau et l'électricité) qui va renforcer à terme le réchauffement climatique. Le lot de canicules et de catastrophes naturelles qu'il entraîne vient déstabiliser la chaîne de production capitaliste, tout en dégradant profondément les conditions de travail du salariat. Cela vient aussi oblitérer l'idée d'un avenir meilleur, pour soi et pour ses enfants. Le capitalisme est totalement inadapté pour faire les deux choses qui pourraient nous permettre de survivre et de vivre, en tant qu'espèce humaine, cette nouvelle donne climatique : d'une part, stopper le réchauffement climatique en réduisant nos émissions de CO₂, ce qui implique une reprise en main forte de l'économie, actuellement dictée par la quête de profit, voire une décroissance (notion absolument incompatible

1. Laurine Benjebria, « Santé mentale au travail : un salaridé sur deux est en détresse psychologique, un niveau record depuis 2020 », Radio France, 2 juin 2026.

que faire ?

avec l'existence même du capitalisme qui a besoin de nouveaux marchés pour survivre) ; d'autre part, s'adapter à ce climat modifié, notamment en protégeant les plus vulnérables. Au lieu de cela, le capitalisme et sa classe dominante mènent une politique de déploiement de leurs capacités productives, qui font au mieux stagner les émissions de CO₂. En termes d'adaptation, la « loi du marché » et le néolibéralisme sont évidemment incapables de proposer autre chose qu'un nouveau darwinisme social, où la fraîcheur est par exemple réservée, dans les temps de canicule, aux gens qui ont les moyens de se la payer. Par essence pingre quand il s'agit de prendre soin des travailleurs, la bourgeoisie expose le monde du travail au réchauffement climatique. Et la façon dont, en France comme ailleurs, des fonctionnaires, salariés et indépendants ont « accepté », ou du moins n'ont pas pu refuser, d'être exposés à des températures dangereuses, ce qui a conduit à plusieurs drames entre mai et juillet 2026, est le symptôme de notre impuissance à résister à la marche impérieuse du profit. Le fait qu'un ministre du Travail, dise, après plusieurs décès et accidents liés à la chaleur ¹, « on ne peut pas arrêter la France à partir de

1. Un ouvrier de 19 ans est mort dans la nuit du 26 au 27 mai 2016 après avoir travaillé sur un toit par plus de 31 °C. Un agent d'entretien de 33 ans est décédé le 26 juin au matin après un

saint luigi

30 °C » illustre bien le caractère létal de l'exploitation du travail en période de réchauffement climatique. On peut cependant s'étonner, à l'instar d'un utilisateur du réseau social X : « Pourquoi il n'y a aucune grève ? 48 °C dans une fonderie sans clim. 46 °C à Stellantis. 42 °C dans les bus à Paris. 45 °C dans les écoles. J'imagine pas les cuisines où travaillent les ouvriers irréguliers... Comment les ouvriers arrivent-ils à supporter cela sans se battre ou résister ? » Depuis, des appels à la grève ont été lancés dans plusieurs secteurs et quelques droits de retrait¹ ont été exercés. Mais le mouvement n'a pas l'ampleur nécessaire pour changer vraiment la donne.

Car la colère et l'absence de perspectives ne conduit pas mécaniquement à une révolte coordonnée et globale. Et même lorsque cette révolte survient, son atomisation et l'absence de réflexion stratégique en son sein peuvent conduire à un enlisement relatif ou à un simple

arrêt cardio-respiratoire survenu dans un contexte de fortes chaleurs. Le 26 juin, un chauffeur de bus parisien a fait un malaise et a eu un accident.

1. Quand un salarié pense avoir un motif raisonnable de croire à un danger possible, il peut exercer valablement son droit de retrait, c'est-à-dire cesser le travail, sans perte de salaire. Ce droit est théorique et dans les faits il est contesté voire bloqué par les employeurs qui requalifient ces arrêts comme absence non justifiée, avec des conséquences sur les salaires.

que faire ?

renversement des superstructures politiques, sans toucher au cœur du réacteur qu'est le système capitaliste. Alors, comment faire ?

Pour combler ce vide organisationnel relatif et aller plus loin, nous pourrions tout à fait lancer, au niveau national et en coordination avec des initiatives similaires dans d'autres pays du monde, pour commencer, un nouveau genre d'organisation, mi-syndicale mi-associative, qui afficherait ses ambitions politiques de transformation de la société sans nécessiter d'immenses prérequis idéologiques ¹. Ce ne serait pas un concurrent des partis politiques de gauche radicale, mais ce qui permettrait, quand ils arrivent au pouvoir, de ne pas les laisser seuls face au déchaînement de rage de la classe bourgeoise, voire de les contraindre à ne pas se laisser endormir par les dorures des palais et les velours des parlements. Au

1. Comme peuvent le faire des syndicats comme la Confédération nationale du travail (CNT), de tendance anarchiste, dont on me parle de temps en temps comme correspondant à mes vœux mais qui, dans les faits, est une petite organisation relativement excluante par son fonctionnement qui favorise l'entre-soi et qui nécessite une adhésion à un grand nombre de principes. La CNT n'est pas la seule à fonctionner ainsi : la majeure partie de l'extrême gauche, avec qui j'ai de profonds accords de fond, impose des formes d'engagement rébarbatives à celles et ceux qui auraient envie de la rejoindre.

saint luigi

travail, cette organisation prendrait la forme d'un syndicat intercatégoriel, capable de réunir à la fois les auto-entrepreneurs, les indépendants, les salariés précaires et les fonctionnaires. « Ne restez pas seuls ! » pourrait être son slogan. En dehors du travail, elle pourrait être une force nationale et internationale susceptible de proposer des dates de mobilisation, d'organiser et d'appeler à des grèves et de mettre une pression médiatique via un vaste recrutement de porte-parole issus des classes laborieuses.

L'exercice de prospective et de proposition est toujours périlleux dans un livre : il contribue souvent à une division du travail entre sachants et agissants, les premiers donnant de grands principes à appliquer et les autres devant se débrouiller avec le réel. Je tente d'éviter cet écueil en me fondant sur mes expériences militantes passées et récentes, qui me permettent de penser que ce que je propose est possible et nécessaire. Je me fonde aussi sur ce qui a émergé ces dernières années, en marge du syndicalisme traditionnel. Par exemple les collectifs de travailleurs de la restauration, qui s'adaptent aux contraintes de leur public en développant une forme d'engagement plus souple¹. Les syndicalistes d'Ubisoft

1. Ana Pich, « Le Front uni de la Restauration, syndicat rebelle », *Frustration Magazine*, 3 avril 2026.

que faire ?

ou de Decathlon qui ont su prendre les codes d'un salariat plus jeune et plus distant du travail. Ou bien les syndicalistes des chaînes d'hôtellerie qui sont parvenus à faire gagner des travailleuses et travailleurs immigrés et précaires. Ailleurs dans le monde, des mouvements de grève massifs ont montré le potentiel intact de ce mode d'action a priori traditionnel : les grandes grèves et insurrections au Bangladesh en 2023 et, récemment, en Corée du Sud, la menace de grèves des salariés de la branche semi-conducteurs de Samsung a entraîné une massive redistribution de la valeur créée (qui exclut cependant les salariés de branches moins stratégiques ¹). Beaucoup de syndicalistes me parlent de la difficulté de faire tenir une grève sur la durée et ainsi obtenir des résultats. Mais beaucoup oublient que plus que la grève, c'est la menace de grève qui permet d'obtenir gain de cause. Et pour que la menace soit effective, il faut qu'il soit clair aux yeux de tous que l'organisation qui la déclenche est crédible et populaire aux yeux des travailleuses et travailleurs. Et il me semble que les syndicats actuels, qu'on le veuille ou non, ne le sont plus, ou plus assez.

De mes observations sur les mouvements locaux qui ont fonctionné et de discussions avec des syndicalistes

1. Celio Fioretti, « Corée du Sud : Samsung évite la grève en concédant de grosses primes IA pour ses salariés », France Culture, 4 juin 2026.

saint luigi

ou activistes qui se sentent empêchés par les organisations actuelles dans leur tentative pour dépasser les cadres traditionnels de l'action contestataire, j'ai retenu plusieurs caractéristiques qui me semblent incontournables pour que cette nouvelle organisation puisse fonctionner :

- Une organisation qui dépasse les différences professionnelles, catégorielles ou régionales : actuellement, le syndicalisme est structuré par branches professionnelles, et ce découpage se retrouve dans le fonctionnement même des confédérations syndicales (qui regroupent des fédérations par branche). Par conséquent, chaque secteur a des politiques syndicales différentes, ce qui entraîne concrètement, lors de mouvements sociaux nationaux, des dates de grèves décalées : par exemple lors du mouvement contre la réforme des retraites de 2023, la grève des éboueurs s'est terminée avant que celle d'autres secteurs ne commencent, laissant chacun isolé et avec un impact moindre que dans le cas d'une action coordonnée. Conçus pour permettre à chaque secteur professionnel de lutter efficacement dans le cadre de ses spécificités, le saucissonnage de la lutte des classes a conduit à un affaiblissement général de la classe laborieuse. Il en va de même du découpage qui existe entre monde syndical, ONG et associations. Nous n'avons pas les mêmes représentants ou organisations

que faire ?

revendicatives selon que nous souhaitons nous défendre comme salarié, locataire, consommateur ou citoyen d'un monde en surchauffe. Un problème comme l'inflation, qui concerne le niveau des salaires et celui des prix, sera traité d'un côté par un syndicat comme la CGT et de l'autre par une association comme 60 millions de consommateurs. Le réchauffement climatique traverse tous les domaines de la vie mais fera l'objet d'une réponse éclatée entre plusieurs organisations. La spécialisation des luttes a conduit à un vaste mouvement de dépolitisation des causes ainsi qu'à une professionnalisation des organisations qui les défendent. Cette professionnalisation, en retour, nourrit cette sectorisation puisque chaque professionnel tient à conserver son pré carré. L'action collective globale s'en trouve considérablement affaiblie. Au début du xx^e siècle, aux États-Unis comme ailleurs dans le monde, des organisations plus radicales (dans le sens de « prendre le problème à la racine ») ont tenté de contrecarrer ce découpage de la lutte. Les Industrial Workers of the World (IWW) ont ainsi cherché à rassembler tous types de travailleuses et de travailleurs, de tous secteurs et de tous statuts (du salarié installé au saisonnier). « *Join one big union* » (rejoignez un seul gros syndicat) déclarait, sur ses affiches, le mouvement IWW.

Une organisation qui empêche sa propre bureaucratisation. En France comme ailleurs dans le monde, le

saint luigi

syndicalisme traditionnel suscite un certain rejet populaire. C'est la conséquence de décennies de propagande bourgeoise et d'action patronale consciente contre le syndicalisme : aux États-Unis, les « *union busters* » sont des consultants embauchés par les entreprises pour empêcher l'installation de tout syndicat localement. En France, la discrimination syndicale pèse sur les velléités d'organisation collective des salariés¹. Mais il faut aussi parler de l'intégration syndicale par le dialogue social, processus pernicieux qui a conduit à faire du syndicaliste une figure en marge de la population travailleuse. Une syndicaliste du secteur des transports, que j'interrogeais sur la possibilité pour elle d'inciter, par l'exemple, ses collègues à exercer comme elle leur droit de retrait face à la canicule de juin 2026, me répondait franchement : sa décharge syndicale la conduisant à ne pas travailler durant toute une partie de la semaine, elle ne pouvait

1. « Un tiers également de la population active interrogée estime que la peur des représailles de la part de la direction est le facteur qui dissuade le plus les salariés de s'engager dans une activité syndicale. Plus de quatre actifs sur dix (42 %) considèrent que l'exercice d'une activité syndicale représente un risque pour son emploi ou son évolution professionnelle, et près de huit sur dix (78 %) parmi les personnes syndiquées », 12^e baromètre de la perception des discriminations dans l'emploi. Édition consacrée aux discriminations syndicales, Défenseur des droits, septembre 2019.

que faire ?

pas, à titre personnel, mener cette action et donc en démontrer la possibilité. La loi prévoit, dans la fonction publique comme le secteur privé, des décharges horaires pour permettre l'exercice de son mandat syndical. Les organisations syndicales elles-mêmes engagent des permanents syndicaux qui n'ont plus d'activité professionnelle au sens strict du terme. Cela crée une certaine distance vis-à-vis du reste de ses collègues et réduit la crédibilité ou la présence sur le terrain. C'est pour cette raison qu'un syndicat comme Solidaires limite l'exercice de sa décharge syndicale à la moitié de son temps de travail (dans sa branche Sud Éducation) pour maintenir le lien entre syndiqués et travailleuses et travailleurs. La professionnalisation est une force qui se transforme rapidement en faiblesse structurelle : avoir plus de temps pour défendre ses collègues semble être une bonne chose, mais vous retire ce qui est le carburant le plus fort de l'expérience collective : les galères partagées. Ensuite, la professionnalisation nourrit la bureaucratisation : c'est-à-dire lorsqu'une organisation n'est plus tant dédiée à la cause qu'elle défend qu'à sa survie, voire sa propre prospérité. Une organisation bureaucratisée suscite de la défiance, puisque son discours est analysé à l'aune de ses intérêts, mais engendre aussi parmi ses membres une certaine mollesse. Ainsi, les organisations revendicatives sont souvent, lors des mouvements sociaux, plus prudentes que la masse des gens révoltés :

saint luigi

elles ont des intérêts propres à préserver. Leur crédibilité vis-à-vis des autorités (ce qui nécessite par exemple de négocier les parcours des manifestations avec les représentants de l'État et de se distancier de tout débordement) mais aussi les conséquences de leur exposition à des représailles étatiques ou juridiques. Administrer l'existant et survivre devient alors souvent plus important que de réfléchir à une stratégie de rapport de force à long terme. Créer un rapport de force, c'est se demander ce qui peut faire peur à l'adversaire et suivre ce chemin, en pesant les risques que l'on fait courir aux participants de son action. La bureaucratisation remplace la réflexion stratégique par la routine. Ce qui explique pourquoi les organisations syndicales nationales mènent, en France, toujours les mêmes types d'actions qui produisent toujours les mêmes effets inexistants, sans se remettre en question.

– Le retour d'un horizon à long terme. L'absence de remise en question qui caractérise de nombreuses organisations revendicatives actuelles tient en réalité à la fin de toute perspective qui mène à une vision court-termiste de la conflictualité sociale. Conçue à l'origine pour abolir le capitalisme et le salariat, la CGT a désormais comme slogan « défendre le monde du travail ». La défense n'est pas une perspective. On se défend toujours contre quelque chose, et dans un contexte donné. Le syndicat ne porte plus d'horizon émancipateur

que faire ?

vis-à-vis duquel on peut évaluer son action. Si le critère est la défense des salariés, alors oui, toute action défensive peut-être saluée, indépendamment, d'ailleurs, de ses effets concrets réels. Il est certain que dans la plupart des pays du monde, l'absence de grands syndicats entraînerait d'immenses reculs pour les travailleurs et toute la population. Il est préférable d'avoir un syndicat dans son entreprise que de ne pas en avoir, même si, au cours de cette dernière décennie en France, avoir un syndicat « maison », proche de la direction, peut servir à celle-ci à faire signer des accords d'entreprise dérogeant aux règles de la convention collective ou du code du travail ¹. L'organisation que j'appelle de mes vœux, et qui agirait aussi bien à l'échelle locale de l'entreprise que celle d'un quartier, d'une ville, interviendrait sur des sujets aussi différents que la hiérarchie au travail, les salaires, le niveau des loyers, la rénovation thermique et le niveau des prix, aurait un horizon : l'émancipation collective et individuelle vis-à-vis du capitalisme. Émancipation collective dans la mesure où nous n'aurions plus, en tant que société, à subir l'assujettissement de tant de domaines de nos vies aux lois du marché, et que nous pourrions décider collectivement ce que nous voulons produire et pourquoi, dans les limites

1. En particulier depuis les ordonnances dites Macron de 2017, qui étendent le champ des accords d'entreprise.

saint luigi

des ressources dont nous disposons. Et une émancipation individuelle qui soustrait les personnes de la peur financière qui tenaille la plupart d'entre nous, la peur de manquer, de ne pas pouvoir se nourrir ni avoir un toit, et au-delà qui nous donne une autonomie sur notre vie, en coopération avec les autres. Choisir où l'on travaille, si l'on travaille, pour qui et pourquoi, ainsi que comment. Ces questions-là pourront être posées à partir du moment où toutes nos activités économiques cesseront d'être subordonnées à la quête de profit et de pouvoir de la classe bourgeoise.

– Cependant, et cela me semble être un aspect essentiel de toute nouvelle organisation, cela ne pourra se faire sans une critique forte et actualisée des autres formes de hiérarchies qui, dans nos sociétés, renforcent le capitalisme mais peuvent aussi persister sans lui : les hiérarchies de genre, qui cantonnent les femmes à une série de tâches, physiques et mentales, et qui en font une classe exploitée au sein de la société, les exposant à une violence structurelle ; les hiérarchies et assignations raciales qui infériorisent et dévalorisent les vies non blanches ; mais également tous les désavantages structurels ainsi que les violences que subissent les personnes handicapées, les queers ou encore les enfants. Trop souvent, les organisations revendicatives reproduisent ces formes de dominations dans leur rang. Ces dernières années, de très nombreux groupes exploités et

que faire ?

dominés ont décidé de dire stop. C'est fort de leurs analyses, constats et actions qu'une nouvelle organisation devrait nécessairement voir le jour.

– Par conséquent, cette nouvelle organisation devra briser la « loi d'airain de l'oligarchie ». Théorisée par le sociologue Roberto Michels dans son livre *Les Partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, cette loi (qui n'en est en réalité pas une, plutôt un processus social qui n'a rien d'incontournable) permet de comprendre pourquoi, dès le début du xx^e siècle, les partis ouvriers étaient de plus en plus souvent dirigés par des chefs, formant une forme d'oligarchie. « L'organisation, écrivait-il, a pour effet de diviser tout parti ou tout syndicat professionnel en une minorité dirigeante et une majorité dirigée¹. » Et le plus souvent, devrait-on ajouter, cette minorité dirigeante est diplômée, appartenant à la catégorie de l'Insee « cadre et profession intellectuelle supérieure », blanche et masculine. Il n'y a pas de fatalité là-dedans : par de la formation interne et une sélection sociale inversée, dite ouvriériste, le Parti communiste français a su, dans les années 1930, contenir et faire reculer la tendance à l'embourgeoisement des partis ouvriers. Avec la même volonté, on peut lutter contre la monopolisation par

1. Roberto Michels, *Les Partis politiques, Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Flammarion, 1914.

saint luigi

des hommes aisés et beaux parleurs d'une nouvelle organisation revendicative. Cela passe notamment par le soin apporté à des détails : dans une société où l'inégalité face au temps libre est clairement corrélée au genre et à la classe, le rituel de la réunion à rallonge en soirée doit être remis en cause : actuellement la norme, c'est un outil de tri social et de genre qui ne dit pas son nom¹.

– C'est pour cela que cette organisation transverse, potentiellement internationale, doit échapper au modèle existant de la « coalition » d'organisations existantes, qui ne fait souvent qu'engendrer une nouvelle super-direction de syndicats, ONG et associations et une véritable oligarchie, souvent située dans les grandes métropoles, et qui reproduit largement la sélection sociale située plus haut. Une nouvelle organisation devra repartir à zéro, en s'adressant aux collectifs et organisations existantes pour les appeler à former une structure entièrement nouvelle, mais pas une « alliance » au fonctionnement lourd, opaque et oligarchique.

1. Dans le collectif antifasciste que j'ai cofondé dans ma ville de Saintes, nous avons fixé comme règle essentielle la limitation de toutes les réunions ou assemblées à deux heures, pour ne pas rogner sur le temps libre de soirée – souvent un temps consacré au travail domestique, et un temps de travail pour une partie croissante de la population salariée.

que faire ?

– Enfin et surtout, cette organisation devra systématiquement se poser la même question : comment faire peur à nos adversaires ? Comment « *make capitalists afraid again* » (faire à nouveau peur aux capitalistes) ? La vérité c'est que ce questionnement a été abandonné par la plupart des organisations issues du mouvement ouvrier. On s'y demande comment tenir jusqu'au prochain congrès, quel courant à des chances de l'emporter, comment tirer son épingle du jeu face à ses concurrents lors du prochain mouvement social... Plus personne n'endosse réellement la responsabilité de proposer à une population révoltée une stratégie de renversement du rapport de force et des tactiques pour y parvenir. Ces tactiques, nous devons les puiser, vu la gravité de la situation, en dehors du champ établi et traditionnel de la contestation sociale. Une telle organisation devra par conséquent être solidaire de toutes celles et ceux qui choisissent la désobéissance civile en portant atteinte aux flux de la production capitaliste et à ses infrastructures. Ce qui signifie que cette organisation doit être protectrice de ses membres et de tous les révoltés, avec de l'aide juridique gratuite et des réserves financières pour secourir ceux qui subissent la répression. Actuellement, une organisation comme Les Soulèvements de la Terre a su endosser cette responsabilité. C'est ce qui lui a valu une tentative ratée de dissolution, par le gouvernement, en 2023. À l'heure actuelle, cette organisation

saint luigi

est un modèle en termes de précision de ses objectifs et de capacité à s'ouvrir à toute forme d'action.

L'émeute, le sabotage et la grève ont joué dans notre histoire sociale, au Nord comme au Sud, des rôles clefs. En se coupant de ces modes d'action, les organisations traditionnelles ont mis fin à toute possibilité de victoire. C'est dans ce contexte de défaite (relative) des mouvements sociaux revendicatifs que l'action attribuée à Luigi Mangione a semblé légitime et enthousiasmante aux yeux de beaucoup. Condamner sa violence individuelle sans dessiner les contours d'une action collective réellement efficace, qui va plus loin que les appels à l'action locale, symbolique et sage que je décrivais au début de ce chapitre, me semble inconséquent. Cela revient à dire : « Acceptez de souffrir sans broncher » ou « Luttez sans résultat ». Il me semble que la mise en place de cette organisation nationale puis internationale qui travaillerait à la réintroduction d'un rapport de force victorieux avec la classe bourgeoise est la seule chose qui pourrait prévenir la recrudescence d'actes de violences individuelles, et devient finalement une mesure pacifiste à long terme. Mais surtout, c'est, je crois, ce qui pourrait le mieux nous protéger du déploiement continu, assisté par IA, de la violence capitaliste. Et pourquoi pas y mettre fin.